

que ou l'Espagne, ou tout autre pays, jusqu'à ce qu'il se présente une heure favorable pour eux de rentrer chez nous plus nombreux qu'auparavant."

Cette action commune, *internationale*, de la franc-maçonnerie, nous y assistons à l'heure actuelle. C'est elle qui, au moment où le misérable gouvernement Waldeck-Rousseau étrangle les congrégations en France avec le lacet d'une loi scélérate, ameuté la populace contre les couvents en Espagne et au Portugal. Dans ce dernier pays l'agitation antimonastique s'est propagée comme une trainée de poudre. De tous côtés on entend parler d'attentats, tolérés ou mal réprimés, contre les congrégations, contre la liberté et la sécurité de leurs membres. Bien plus, on annonce des mesures générales et radicales de proscription et de spoliations contre toutes les maisons religieuses. "Plusieurs de celles-ci, lisons-nous dans un journal français, comprenant des membres étrangers, français, anglais, espagnols, mais contre lesquelles on n'aurait pas l'ombre d'un grief, — à moins que leur dévouement charitable et leurs bienfaits n'en soient un, — ont été soumises à des tracasseries, à des vexations, ou ont été fermées de la façon la plus arbitraire et la plus offensante. Des religieuses françaises se sont trouvées dans ce cas, et aussi des religieux anglais." Au sujet de ces derniers, donnons un excellent point au gouvernement britannique. Une dépêche de Lisbonne, en date du 31 mars, contenait cette nouvelle :

"Le gouvernement anglais a adressé des réclamations au Portugal à la suite des tracasseries dont les religieux anglais ont été l'objet.

"Le secrétaire de la légation anglaise s'est rendu à une église catholique, dont le supérieur est un sujet britannique; il lui a fait part, au nom du ministre, que par l'entremise de la légation, le roi d'Angleterre avait télégraphié au roi de Portugal, disant que l'Angleterre protège tous ses sujets sans distinction de religion."

Voilà un acte officiel digne d'un gouvernement qui tient à son prestige dans le monde. Hélas! nous n'avons vu nulle part que le gouvernement français soit intervenu à Lisbonne pour protéger ses nationaux attaqués. De quel front pourrait-il protester contre la persécution des religieux français au Portugal, lorsque lui-même les persécute chez lui?

Le malheur, c'est que le gouvernement portugais, c'est que